



Conseil de sécurité

Soixante et unième année

5350^e séance

Jeudi 19 janvier 2006, à 13 h 20

New York

Provisoire

<i>Président :</i>	M. Mahiga	(République-Unie de Tanzanie)
<i>Membres :</i>	Argentine	M. Barttfeld
	Chine	M. Zhang Yishan
	Congo	M. Okio
	Danemark	M ^{me} Løj
	États-Unis d'Amérique	M. Brencick
	Fédération de Russie	M. Smirnov
	France	M. Duclos
	Ghana	M. Tachie-Menson
	Grèce	M ^{me} Koulousiou
	Japon	M. Kitaoka
	Pérou	M. Ruiz Rosas
	Qatar	M. Al-Nasser
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ...	M. Whineray
	Slovaquie	M. Burian

Ordre du jour

La situation en Côte d'Ivoire

Septième rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (S/2006/2)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-178.



La séance est ouverte à 13 h 20.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation en Côte d'Ivoire

Septième rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (S/2006/2)

Le Président (*parle en anglais*) : J'informe les membres du Conseil que j'ai reçu du représentant de la Côte d'Ivoire une lettre dans laquelle il demande à être invité à participer au débat sur la question inscrite à l'ordre du jour. Suivant la pratique établie, je propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ce représentant à participer au débat, sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

Sur l'invitation du Président, M. Bailly-Niagri (Côte d'Ivoire) prend place à la table du Conseil.

Le Président (*parle en anglais*) : Le Conseil va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour. Le Conseil de sécurité se réunit conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables.

Les membres du Conseil sont saisis du document S/2006/2 qui contient le septième rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI).

À l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, j'ai été autorisé à faire, au nom du Conseil, la déclaration suivante :

« Le Conseil de sécurité condamne avec la plus grande fermeté les récentes attaques violentes à l'encontre de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) et des locaux d'ONG internationales en Côte d'Ivoire perpétrées par des miliciens et d'autres groupes associés aux "Jeunes Patriotes", de même que leurs instigateurs. Le Conseil de sécurité se déclare par ailleurs très gravement préoccupé par les manifestations de rue violentes et orchestrées conduites par les "Jeunes Patriotes",

principalement à Abidjan et dans plusieurs villes de l'ouest du pays.

Le Conseil de sécurité considère ces incidents particulièrement graves et totalement inacceptables comme faisant peser un risque sérieux sur la bonne marche du processus de réconciliation nationale défini par la résolution 1633 (2005), et comme contraires à cette résolution. Il demande à tous les Ivoiriens de s'abstenir de toute action hostile, et exige la cessation immédiate de ces violences et de toutes les incitations à la haine prononcées dans les médias, en particulier les attaques à l'encontre des Nations Unies. Le Conseil de sécurité se félicite de la mission d'urgence conduite par le Président Obasanjo à Abidjan. Il rend hommage à ses efforts et espère qu'ils conduiront rapidement à la baisse des tensions actuelles sur le terrain.

Le Conseil souligne également que l'occupation des locaux de la Radio Télévision Ivoirienne constitue une atteinte à la liberté et à l'impartialité de l'information ainsi qu'une violation flagrante des principes du processus de réconciliation nationale, des résolutions antérieures du Conseil de sécurité et des accords de paix. Il exige que le contrôle effectif de la RTI par le Conseil d'administration et le directeur général soit rétabli immédiatement.

Le Conseil de sécurité réitère son plein soutien au Premier ministre, M. Charles Konan Banny, et encourage l'ONUCI à lui apporter, autant que de besoin, tout son concours, conformément à son mandat. Il réitère également son plein soutien au Groupe de travail international (GTI), au Représentant spécial du Secrétaire général et au Haut Représentant pour les élections. Il endosse le communiqué final du GTI du 15 janvier 2006.

Le Conseil de sécurité appelle fermement toutes les parties ivoiriennes à coopérer avec le Premier ministre, le GTI, le Groupe de médiation, le Représentant spécial du Secrétaire général et le Haut Représentant pour les élections pour mettre en oeuvre la feuille de route.

Il souligne que des sanctions ciblées seront imposées contre les personnes, désignées par le Comité établi par l'article 14 de la résolution 1572 (2004), qui font, entre autres choses,

obstacle à la mise en oeuvre du processus de paix, y compris en attaquant ou en faisant obstacle à l'action de l'ONUCI, des forces françaises, du Haut Représentant pour les élections ou du GTI, ou qui incitent publiquement à la haine et à la violence, conformément aux résolutions 1572 (2004) et 1643 (2005). »

Cette déclaration sera publiée en tant que document du Conseil de sécurité sous la cote S/PRST/2006/2.

Le Conseil de sécurité a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

La séance est levée à 13 h 30.